

attitude particulière de chaque pays dans le drame contemporain ? L'orateur espagnol embrasse cet ensemble de la situation européenne en plongeant, selon sa coutume, aux extrémités de l'horizon, en scrutant le sens final de ces mouvemens dont le plan mystérieux est peut-être près d'éclater à tous les regards ; l'auteur de *Pio IX* du moins n'hésite pas à l'indiquer. Dans ce palpitant débat des destinées de notre vieux monde, la France n'a point le beau rôle, le France n'a pas de bonheur avec M. Donoso Cortès ; il la voit dans ses mauvais jours ; il la montre. — je voudrais pouvoir dire avec injustice, — livrée à une *débilité chronique*, avec des traditions rompues et une politique nouvelle qui n'existe pas, sans amis et sans desseins. "La France, dit-il dans son discours du 30 janvier 1850, était, il y a peu de temps encore, une grande nation ; aujourd'hui, elle n'est pas même une nation, elle est le club central de l'Europe." L'Allemagne, l'auteur la représente, en quelques traits, transformée en chaos, s'agitant dans sa fourmilière de question politiques, religieuses, nationales, échantant dans ses forêts noires les maîtres de l'athéisme, "les pontifes du socialisme," dont nous n'avons que les *disciples*, et l'Italie que les *seides*. L'Angleterre ! M. Donoso Cortès signale généralement l'égoïsme de ce grand peuple qui, du sein de son calme, encourage chez les autres ou laisse encourager en son nom l'esprit révolutionnaire. Quant à la Russie, la marche ascendante de sa puissance n'échappe pas à l'œil du clairvoyant publiciste ; il est de ceux qui depuis longtemps ont pressenti les destinées de cet étrange empire, à qui tout a réussi depuis un siècle, à qui tous les démembremens de peuples, tous les cataclysmes de l'Europe, ont porté quelque accroissement. La prépondérance actuelle de la Russie n'est que la conséquence d'une politique déjà presque séculaire. Ce n'est point, aux yeux de M. Donoso Cortès, que la Russie souhaite une guerre immédiate pour confirmer et étendre encore cette prépondérance ; l'heure serait trop défavorable pour elle. Elle n'aurait à lutter contre les races allemandes représentées par la Prusse, contre les races latines représentées par la France, contre la race anglo-Saxonne représentée par l'Angleterre, et peut-être le résultat serait-il alors de la rejeter vers l'Asie. L'heure où cette guerre deviendra imminente et nécessairement favorable à la Russie sonnera pourtant, mais dans quelles conditions ?

"Il faut, premièrement, dit M. Donoso Cortès, que la révolution, après avoir dissous la société en Europe, dissolve les armées permanentes ; secondement, que le socialisme, en dépouillant les propriétaires, éteigne le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé n'est plus patriote, il ne peut pas l'être ; quand la question se pose de cette manière suprême et terrible, il n'y a plus de patriotisme dans l'homme. Troisièmement, il faut que s'achève cette entreprise de la confédération de tous les peuples slaves sous l'influence et le protectorat de la Russie. Alors, quand les armées permanentes auront été dissoutes par la révolution en Europe, quand tout patriotisme aura été éteint par les révolutions socialistes, quand, à l'orient de l'Europe, se sera réalisée la grande confédération des peuples slaves, quand, dans l'Occident, il n'y aura que deux armées en présence, celle des spoliateurs et celle des spoliés, alors sonnera à l'horloge des temps l'heure de la Russie ; alors le monde assistera au plus grand châtement dont l'histoire conserve le

souvenir, et ce châtement terrible sera celui de l'Angleterre ; ses navires ne lui serviront de rien, l'empire colossal qui d'une main touchera à l'Europe et de l'autre à l'Inde ; elle tombera vaincue, son dernier cri retentira au pôle. Ne croyez, messieurs, que les catastrophes s'achèvent là ; les rares slaves ne sont pas aux peuples de l'Occident ce qu'étaient les races germaniques au peuple romain ; non, les races slaves sont depuis long-temps en contact avec la civilisation, ce sont des races demi-civilisées. L'administration russe est aussi corrompue que l'administration la plus civilisée de l'Europe, et l'aristocratie russe est aussi civilisée que l'aristocratie la plus corrompue de toutes. Et bien ! messieurs, la Russie, jetée ainsi au milieu de l'Europe conquise et abattue, absorbera elle-même par tous les pores cette civilisation à laquelle elle a goûté et qui la tue ; la Russie ne tardera pas à tomber en putréfaction. Alors, messieurs, je ne sais quel est le remède que Dieu tient en réserve pour cette corruption universelle...."

C'est ainsi que, dans cette ardente pensée, les catastrophes s'enchaînent, les désastres politiques naissent d'un désastre moral. Tout se tient, tout se lie ; à chaque abdication de quelque loi supérieure correspond un désordre qui, en se multipliant sans cesse, finit par devenir la maladie de toute civilisation. A ces périls et à ces maux que décrit M. Donoso Cortès, quel sera le remède ? Est-ce aux réformes économiques que l'Europe devra son salut ? Impuissant palliatif ! On a semblé imputer au publiciste espagnol une singulière opinion qui consisterait à nier l'utilité et l'efficacité de toute économie publique ; c'est se donner beau jeu pour le refuter. Ce n'est point, selon sa propre expression, "que les gouvernemens ne doivent pas s'occuper des questions économiques, qu'il soit indifférent pour les peuples d'être mal administrés dans leurs intérêts ;" ce qu'il affirme, c'est que chaque vérité doit avoir sa place dans la hiérarchie des vérités sociales, et que la vérité économique ne vient qu'après d'autres plus essentielles. Le ministre de la dernière monarchie qui disait : Faites-moi de la bonne politique, je vous ferai de bonnes finances ! que faisait-il autre chose que constater ce caractère subalterne de la question économique ? Et le jour où les rangs ont été intervertis, où on a paru prendre assez aisément le deuil des autres vérités fondamentales pour accorder la prépondérance à la vérité économique, c'est-à-dire au soin des intérêts matériels, je vous laisse à dire quel a été le véritable vainqueur, si la route n'a point été aplanie devant le socialisme, qui, comme science, est la déification de ces intérêts. La pensée de M. Donoso Cortès n'est point autre. Si les réformes économiques sont insuffisantes, sera ce la force qu'il faudra invoquer ? Des esprits aussi puérils que pervers s'amusaient parfois à travestir ceux qui s'instituent les défenseurs du principe d'autorité en adorateurs de la force. Oui, sans doute, les armées sont aujourd'hui la sauvegarde de la civilisation, moins encore, à vrai dire, parce qu'elles sont le nombre et la force organisés que parce qu'elles sont le refuge de la discipline, de l'obéissance, de l'abnégation, de la foi au devoir, qui doublent leur ascendant dans la décomposition universelle, et rendent leur action salutaire ; mais c'est une question qu'on peut hardiment poser, de savoir combien de temps peut se prolonger cet état exceptionnel d'armées vivant par l'obéissance, la discipline, l'idée du devoir, au mi-